

LE RAPPORT DES JEUNES AU POLITIQUE EN ALGERIE

Abla Rouag, LAPSI

Université Constantine 2, Algérie

Résumé

La jeunesse algérienne est confrontée à de nombreuses difficultés, de différents ordres lesquelles ne se traduisent pourtant pas par une place importante des jeunes dans les actions locales ou dans les politiques centrales en tant que jeunes en difficulté d'insertion sociale. Les politiques publiques pour la jeunesse n'ont pas été très efficaces et n'ont pas réussi à régler le problème de l'emploi. Ecartés de la légitimité, les jeunes mettent en place des stratégies, qui leur permettent de se poser comme acteurs de leurs vies : ces stratégies expriment les représentations qu'ils ont du pouvoir et leur propre positionnement vis-à-vis de ce pouvoir. Ce positionnement semble ambigu, les jeunes marquant une certaine distance vis-à-vis du politique : abstentionnisme électoral, absentéisme de cette frange de la population dans les partis politiques... caractérisent les jeunes en Algérie, et en même temps des élans nationalistes étonnants, comme leur attachement à l'équipe nationale de football par exemple. Ces attitudes contradictoires des jeunes nous ont interrogés sur le sens

que prend la politique pour les jeunes en Algérie. Pour trouver une réponse à nos interrogations, nous avons mené une enquête à travers l'Algérie, dans l'objectif d'étudier chez les jeunes l'accès à l'information politique, leur adhésion à la politique du pays, la participation des jeunes et leur satisfaction vis-à-vis de l'organisation de la vie politique en Algérie.

Mots clés : politique, jeunes, Algérie, satisfaction, adhésion, participation

Abstract :

Algeria's youth face many challenges, at all levels of unemployment, schooling, insecurity, lack of skills ... Despite these challenges, young people do not have much space in local actions or central policies, which makes them youth in trouble due to social inclusion. Public policies for youth have not been very effective and have not been successful to solve the employment problem. Standing away from the legitimacy, young implement strategies that allow them to pose as actors in their lives : these strategies express their representations of authority and their own positioning face to knowledge and authority. This position seems ambiguous, young marking a certain distance towards politics : in voting abstention, absenteeism in these fringes political parties ... characterize young people in Algeria, and yet amazing nationalist impulses, when it comes to their commitment to the national football team for example. These contradictory attitudes of young people have asked us about the direction taken by the youth policy in Algeria. To find answers to our questions, we conducted a survey across Algeria, with the aim of studying youth access to political information, membership in the country's politics, youth participation and towards satisfaction of the organization of political life in Algeria.

Keywords : Politics, youth, Algeria, satisfaction, adherence, participation

1 - Position du problème

L'Algérie revoie l'image d'une société jeune, les 15/29 ans représentant au dernier recensement (2008) un tiers de la population algérienne et 67% des Algériens ayant moins de 30 ans. Souvent associée aux fléaux sociaux, au chômage, à la délinquance, à la violence politique et aux révoltes urbaines, cette jeunesse dérange en posant des problèmes difficiles à gérer. Elle est en fait confrontée à de nombreuses difficultés, de différents ordres : chômage, déscolarisation, précarité, insuffisance de qualifications, décrivent le statut des jeunes, souvent exclus du travail, du savoir et de la culture. Malgré ces difficultés, les jeunes n'ont pas beaucoup de place dans les actions locales ou dans les politiques centrales en tant que jeunes en difficulté d'insertion sociale.¹ Les politiques publiques pour la jeunesse se sont soldées par un échec et n'ont pas abouti à régler le problème de l'emploi. « Les politiques nationales pour la jeunesse n'ont pas toujours répondu aux attentes des jeunes,... et elles ont manqué d'efficacité, et de cohérence ... » (Propos du Président de la République, cités dans le Rapport du Programme Euromed, Jeunesse III) Les différents secteurs d'activité connaissent un immobilisme important, le marché du travail reste relativement rigide et les emplois créés sont le plus souvent précaires. Le chômage des jeunes n'est pas considéré comme une question économique qu'il est nécessaire de gérer mais plutôt comme une question sociale et les mesures sont prises au gré des circonstances, pour acheter la paix sociale et empêcher les débordements.

Ecartés de la légitimité, exclus de la sphère de prise de décision, les jeunes mettent en place des stratégies qui leur permettent de se

1. Les études sur les politiques jeunesse des pays partenaires (Programme Euro-méd Jeunesse III) méditerranéennes ont conclu qu'aucune politique jeunesse nationale n'a été totalement mise en œuvre dans aucun des pays partenaires pour l'instant. Chaque pays a mis en place un certain nombre de directives, de lois et/ou de stratégies nationales pour répondre à la problématique de la jeunesse... même si les jeunes, dans certains pays, ne sont pas considérés comme prioritaires.

poser comme acteurs de leurs vies : ces stratégies, souvent marginales, parfois incomprises expriment les représentations qu'ils ont du savoir et du pouvoir. Elles expriment le malaise vécu par une immense majorité de jeunes, les sans qualification, sans diplômes, sans ressources, sans espoir et sans repères et nous interrogent sur ce qu'ils attendent de leur pays et de ses institutions. Ceci, dans un contexte global où le rapport des jeunes au politique semble très ambigu, se caractérisant par une certaine mise à distance de la vie politique, voire même une dépolitisation (abstentionnisme électoral, absentéisme de la catégorie jeunes dans les partis politiques, défaut évident d'engagement et d'intérêt pour la politique) et en même temps, par une participation à des mouvements sociaux ou nationalistes (manifestations, émeutes, ou mobilisation autour de l'équipe nationale de football...). Les jeunes ont été cependant les accélérateurs de la transformation politique en Algérie, à plusieurs reprises, notamment après de nombreuses années de parti unique (Fates, 1990). Les manifestations des jeunes ont, à des périodes différentes, provoqué des changements importants dans les pratiques autoritaires en Algérie dont le premier est l'avènement du multipartisme –après des décennies de parti unique- suite aux « évènements » d'Octobre 1987. Comment donc comprendre les attitudes des jeunes algériens qui ont prouvé que leur participation à la vie politique est essentielle à l'installation ou à l'amélioration d'une gouvernance démocratique ? S'agit-il de positions contradictoires ou de facettes différentes d'une même attitude ? Les jeunes sont-ils dépolitisés, ou ont-ils simplement un rapport différent à la politique ?

Cette désaffection des jeunes de la vie politique a été remarquée dans de nombreux pays du monde, notamment en France où les sociologues constatent chez les jeunes français la même dépolitisation et une crise de confiance vis-à-vis des institutions de l'Etat et vis-à-vis des élus (Roudet B. 2010).

Le comportement des jeunes vis-à-vis de la chose politique en Algérie reste largement méconnu et explorer leurs pratiques politiques peut nous aider à répondre à nos questionnements. La connais-

ce qu'ont les jeunes du fait politique, l'accès à l'information politique, l'adhésion des jeunes aux institutions politiques nationales, leur participation à la vie politique et leur satisfaction vis-à-vis de l'organisation de la vie politique en Algérie sont des éléments explicatifs importants de leur rapport au politique et de la représentation qu'ils ont de la politique. Cette représentation se construirait au cours de l'adolescence, voire même de l'enfance. « Les travaux menés sur la socialisation politique ont révélé la formation précoce des représentations et des opinions » (Muxel, 2001). C'est cette représentation que nous allons interroger dans cette recherche.

2 - Méthodologie

Pour connaître ce rapport des jeunes au politique, nous avons réalisé dans un premier temps, une enquête par questionnaire dans toutes les régions d'Algérie (Est, Centre, Ouest et Sud) auprès d'un échantillon de 835 jeunes. L'échantillonnage a été réalisé selon la méthode des contrastes/saturation de PIRES de manière à ce que toutes les catégories sociodémographiques pertinentes soient représentées dans l'échantillon : sexe (429 filles et 406 garçons) âge (de 15 à 30 ans), répartition géographique (74% venant de villes, 23% de villages et 3% de campagnes). L'échantillon représente les différents niveaux d'instruction (du niveau primaire au niveau universitaire), les situations familiales (célibataires, mariés, fiancés), et l'activité (scolarisés, travailleurs, sans emploi). L'échantillon tient compte également du niveau d'instruction des parents et de leur profession, du niveau socio-économique de la famille, tel que perçu par les jeunes, et du type d'habitat, indicateur important du niveau socio économique.

Les réponses au questionnaire ont été soumises à un traitement statistique : tris à plat et analyse multivariée à l'aide du logiciel Sphinx.

Dans un second temps, nous avons appliqué le réseau associatif de Anna Maria Silvana De Rosa à 61 jeunes prélevés au hasard dans le premier échantillon.

3 – Les principaux résultats de la recherche :

3.1 - Résultats en chiffres de l'enquête par questionnaire :

3.1.1 - Les jeunes interrogés semblent relativement curieux vis-à-vis de l'information politique.

- Près de la moitié des jeunes interrogés achète régulièrement les journaux pour se tenir au courant de l'actualité politique.
- Plus de 63 % écoutent les informations à la télévision ou à la radio, les 2/3 d'entre eux suivent des émissions politiques à la télévision.
- 67 % puisent l'information politique sur le web
- Moins de 30% lisent le journal officiel pour se tenir au courant de l'actualité politique.
- 43 % discutent de sujets politiques avec leurs amis.

3.1.2 – Leur connaissance de la politique semble faible :

- 32 % des jeunes pensent qu'il existe des lois spécifiques en faveur de la jeunesse en Algérie tandis qu'une grande majorité admet que les lois existent, mais qu'elles sont mal ou pas appliquées,
- Moins de 35 % des jeunes savent comment sont choisis les représentants politiques,

3.1.3 – La participation des jeunes à la vie politique est faible :

- Une grande majorité de jeunes interrogés pense que, en Algérie, les jeunes ne participent pas aux décisions politiques et 52 % pensent que la politique algérienne n'encourage pas les jeunes à participer à la vie politique.
- Seuls, 16,5% des jeunes interrogés affirment activer politiquement en tant que jeunes
- 11,7% seulement des jeunes interrogés déclarent assister aux regroupements ou meetings politiques.

- Environ 11 % des jeunes adhèrent à un parti politique, la même proportion a déjà participé à des campagnes électorales et seulement 4 % des jeunes interrogés reconnaissent avoir déjà posé leur candidature à des élections.

- 67 % des jeunes interrogés disent ne pas souhaiter adhérer à un parti politique

- 30 % seulement des jeunes interrogés des jeunes disent qu'ils ont l'habitude de voter, contre 58 % qui n'ont jamais voté.

3.1.4 - Le manque de confiance vis-à-vis des représentants politiques apparaît clairement à travers les réponses des jeunes qui n'adhèrent pas à la politique du pays :

- Un très faible taux (9 %) pense que les élus des partis politiques sont fidèles à leurs promesses, 10 % des jeunes pensent que les élus les représentent réellement. Seulement 11 % des jeunes font confiance aux hommes politiques de leur pays.

- Une grosse majorité, soit 63,2 % des jeunes interrogés pense que les politiques de la jeunesse des autres pays sont meilleures que celles de l'Algérie.

- Près de la moitié des jeunes déclarent malgré tout que certains programmes politiques leur plaisent, montrant ainsi que le problème de leur manque d'adhésion ne réside pas dans les orientations politiques elles mêmes, mais plutôt dans les hommes qui les conduisent.

3.1.5 - Les jeunes ne croient pas en l'utilité et efficacité des politiques du pays :

- Près de 40 % des jeunes interrogés pensent que la politique peut être une solution aux problèmes du pays,

- Plus de la moitié des jeunes déclarent que la politique du pays ne favorise pas l'emploi des jeunes et 36,4 % des jeunes pensent

que les dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes sont efficaces,

- Ils sont moins nombreux à déclarer qu'il n'y a pas de politique éducative en faveur des jeunes (41 % contre 34 % qui pensent le contraire)
- Plus de 68 % des jeunes estiment que la politique du pays ne donne pas un bon niveau de vie aux citoyens,
- Concernant la liberté d'expression, ils sont autant à penser que la politique du pays permet la liberté d'expression aux jeunes, qu'à ne pas être d'accord.

3.1.6- Les jeunes sont attachés aux symboles :

- Plus de 80 % des jeunes admettent que le nationalisme est une valeur importante.
- Par rapport aux symboles de l'Etat, une grande majorité (83 %) pense que l'islam est le symbole de l'état et une très grande majorité (80 %) estime que la langue arabe les représente en tant qu'Algériens.

3.1.7 - Les jeunes ont de fortes attentes vis-à-vis de l'Etat :

- La presque totalité des jeunes interrogés (94 %) pense que c'est à l'Etat de lutter contre le chômage, d'assurer le logement aux citoyens et plus de 96 % des jeunes affirment que l'Etat doit absolument combattre la cherté de vie.

3.1.8 - Les jeunes sont plus mobilisés autour de la contestation qu'autour de la participation à la vie politique.

- Par rapport à l'opposition à la politique algérienne, près de la moitié des jeunes interrogés sont d'accord avec les mouvements de contestation contre la politique de l'Etat
- 60.5 % des jeunes sont d'accord avec les grèves des syndicats comme moyen de revendication,

- Concernant les faiblesses de la politique, plus de 62.4% des jeunes pensent qu'en Algérie les jeunes n'ont pas de droits ;
- Une grande majorité (76.1%) des jeunes estime qu'il existe beaucoup de discrimination en Algérie
- Une très importante majorité (85.7%) pense que c'est la corruption qui nous empêche de bien vivre en Algérie et 77% des jeunes estiment que seuls les riches peuvent vivre bien en Algérie.
- 34.2% pensent que les jeunes ont raison d'émigrer à cause de leur désaccord avec la politique du pays,
- Cependant, plus de 60% des jeunes pensent que les jeunes peuvent changer le système en Algérie.

Le rejet de la politique du pays est manifeste chez les jeunes.

3.2 – L'influence des variables socio démographiques :

Ces résultats sont influencés par les variables sociodémographiques, dont les plus influentes sont le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et l'activité.

Il apparaît ainsi que le sexe agit de façon importante sur le rapport des jeunes au politique : les filles, de manière évidente, s'intéressent moins à l'information politique que les garçons, semblent moins adhérer à la vie politique, sont moins critiques que les garçons quant à l'efficacité de la politique du pays et par rapport aux points faibles de la politique algérienne. Elles manifestent une opposition moins tranchée à la politique du pays.

L'âge est aussi une variable déterminante dans les réponses au questionnaire. Les plus âgés sont plus nombreux à s'informer (ils achètent les journaux, regardent les informations à la télévision...) à l'inverse des plus jeunes qui sont plus loin de l'information politique et qui sont plus confiants que leurs aînés dans les promesses des hommes politiques.

L'activité des jeunes influe également sur leurs réponses au questionnaire : les jeunes qui ont un emploi semblent plus proches de

la vie politique ; ils s'informent le plus dans le domaine politique, ils sont les plus nombreux à voter. Les jeunes sans emploi sont les moins informés, ne sont pas satisfaits par les programmes des partis politiques, qui estiment que la politique ne peut pas constituer une solution aux problèmes du pays et que les jeunes n'ont aucun droit en Algérie.

Les plus instruits sont les plus informés, les mieux informés, sont les plus nombreux à voter (particulièrement ceux dont les parents eux-mêmes ont un niveau d'instruction élevé) mais sont aussi les plus critiques quant aux politiques en faveur des jeunes.

3.3 – Résultats du réseau d'associations :

Le réseau associatif, passé à 61 jeunes, avec comme mot inducteur « politique » a donné des résultats qui viennent renforcer ceux de l'enquête par questionnaire. La « corruption » et les « intérêts personnels » polarisés négativement, constituent le noyau central de la représentation, c'est-à-dire les éléments les plus stables et les plus fréquents dans les réponses des jeunes interrogés.

Les résultats montrent 2 groupes d'éléments périphériques : (a) « dictature », « misère sociale », « injustice », « système politique » « opacité et flou politique », éléments proches du noyau central, avec des valeurs négatives d'indice de polarité, (b) « démocratie et liberté d'expression », « réformes », « organisation de la société » éléments plus lointains du noyau, polarisés positivement, apparaissant et disparaissant facilement, ce qui montre leur nature flexible et dynamique, prompte au changement.

L'indice de neutralité apparaît comme étant très faible, ce qui signifie que la validité de la représentation est très forte, soit que cette représentation sociale qu'ont les jeunes de la politique est très solide, voire rigide.

Les résultats du réseau d'association montrent une représentation de la politique très négative, la politique étant représentée avant tout comme servant des intérêts personnels de la classe dirigeante, et comme le berceau de la corruption ; le système politique est

dictatorial, caractérisé par l'opacité et le flou, donne lieu à l'injustice et la misère sociale. Cependant, certains éléments émergent, montant des aspects positifs de la politique pour les jeunes : la politique peut aussi permettre de faire des réformes et d'organiser la société, de véhiculer la démocratie et la liberté de pensée et d'expression.

4 – Discussion des résultats :

Les résultats de cette recherche montrent sans conteste la crise de confiance vécue par les jeunes en Algérie vis-à-vis de la politique. Ceux-ci manifestent une curiosité certaine vis-à-vis de l'information politique et sont nombreux à avoir accès à l'information, par divers canaux, parmi lesquels le Web tient une place importante. Les jeunes s'intéressent donc à la politique et les médias traditionnels continuent à tenir une place importante, avec les nouveaux médias. Cependant l'information véridique n'est accessible qu'aux plus instruits, le niveau de connaissance du domaine politique par les jeunes restant dans l'ensemble assez faible.

L'écart entre les filles et les garçons est également à noter, reflétant probablement une « socialisation politique différenciée, marquée par la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique » (Muxel, 1996), le domaine politique restant encore en Algérie l'un des nombreux champs réservés aux hommes, malgré un discours politique visant à encourager la représentation des femmes dans la sphère publique.

L'évocation du mot « politique » suscite avant tout des images négatives. Le rejet de la politique est vivement exprimé, l'injustice est dénoncée, avec la même force de conviction par tous les jeunes, étudiants ou salariés, jeunes diplômés ou jeunes sans qualifications. Ce que dénoncent les jeunes, c'est d'abord leur perte de confiance et les promesses non tenues des hommes politiques. C'est aussi la corruption et les intérêts personnels dans le monde politique. C'est surtout le manquement de l'Etat et son incapacité à gérer les problèmes des jeunes.

Il n'y aurait donc pas un désintérêt à priori pour le domaine public, mais plutôt une profonde insatisfaction des jeunes devant le décalage entre leurs attentes et ce que leur offre la politique de leur pays.

La participation des jeunes à la vie politique : adhésion à des partis, candidature à des élections, participations aux campagnes électorales... est très faible. Très peu de jeunes votent. Ceci semble être du au fait (a) qu'ils se sentent exclus de la vie politique en général et des prises de décision en particulier, (b) que ces décisions ne sont pas en faveur des jeunes et (c) qu'ils n'ont pas confiance en des élus qui selon eux, sont là uniquement pour leurs intérêts personnels. La situation des jeunes algériens se rapproche sensiblement de celles « où des manifestations menées par des jeunes ont chassé les régimes autoritaires du pouvoir, une grande frustration pourrait se développer si les jeunes ne sont pas inclus dans les prises de décisions formelles » (PNUD, 2012) . En effet, après avoir pris part activement aux processus de changement, les jeunes algériens se sentent marginalisés du monde politique.

L'abstention des jeunes prend donc ici tout son sens : « L'abstention n'est pas forcément synonyme d'indifférence, elle véhicule la défiance, la protestation, le mécontentement » (Muxel) A., 2001 (b). En dehors de toute appartenance idéologique, et de toute affiliation partisane, les jeunes manifestent « la perception d'une opacité du monde politique, par le sentiment d'une coupure entre les citoyens et leurs représentants élus, ainsi que par un discrédit croissant de la légitimité de ces derniers » (Muxel A., 2001 (a)). Cette crise de la représentation se reflète dans l'abstentionnisme ou le refus de voter, synonymes d'une contestation non exprimée.

Il y aurait ainsi une modification profonde du modèle de la citoyenneté : les jeunes sont maintenant plus informés, plus critiques, mais aussi plus défiant à l'égard de la classe politique et de ses institutions. Ce sont surtout les jeunes sans emploi, sans diplômes, qui sont les plus abstentionnistes et qui restent les moins impliqués politiquement.

L'explication la plus évidente en serait la précarité des jeunes, premiers touchés par le chômage lequel engendre un malaise politique durable (Muxel et Le Hay, 2007, Percheron 1993). Cette influence de la précarité apparaît clairement à travers les résultats de notre enquête quantitative et pose la question de l'efficacité des politiques actuelles qui sont perçues par la grande majorité des jeunes comme très négatives.

Dans ce tableau, la contestation s'inscrit en toile de fond, parfois larvée, mais s'exprimant avec force quand les jeunes dénoncent la dictature, la misère, la discrimination, l'Etat qui ne joue pas son rôle, l'absence de politiques pour la jeunesse et surtout la corruption des hommes politiques. La revendication est franche lorsque les jeunes approuvent les mouvements de grève et les mouvements sociaux de contestation, montrant par là une préférence pour ce type de mobilisation collective.

Il ne s'agirait donc pas uniquement chez les jeunes algériens d'une nouvelle forme d'expression politique, comme cela a été décrit dans beaucoup de pays, mais aussi et surtout d'une défiance vis-à-vis de la politique et vis-à-vis des hommes politiques, qui se traduit par un rejet des circuits politiques traditionnels, particulièrement du vote où les jeunes s'abstiennent massivement. Les jeunes expriment un refus manifeste de la politique actuelle et surtout des hommes et des institutions qui la représentent. Ce refus va jusqu'au désir de fuir le pays, jusqu'à la « harga »² approuvée par beaucoup.

Le pessimisme au sujet de la politique actuelle, de son efficacité, l'absence d'exemplarité des hommes politiques, contraste avec les attentes fortes exprimées par les jeunes et qui ne sont pas satisfaites. En effet, malgré la représentation très négative de la politique chez les jeunes, nous remarquons un grand espoir de changement,

2. Harga ; immigration clandestine, de plus en plus répandue en Algérie, et conduisant beaucoup de jeunes vers les pays méditerranées tels que la France, l'Italie, l'Espagne. Le terme « harga » signifie bruler (bruler les frontières, bruler ses papiers, bruler son histoire ?...)

changement que les jeunes espèrent apporter et qui démontre malgré tout d'une certaine vitalité politique qui s'exprime par la contestation et la violence : « aujourd'hui les jeunes qui subissent le chômage et des conditions de vie difficiles, sont convaincus que seule la violence peut régler leurs problèmes, ils s'attaquent à tout, en particulier, aux symboles de l'États : administrations communales, bureaux de poste, banques, écoles... » (Rapport Euromed Jeunesse III)

Il est clair que ces représentations des jeunes sont modulées par leurs conditions de vie particulières, les possibilités qui leur sont offertes dans leur milieu... Dans les régions du pays où la famille et les valeurs communautaires restent primordiales, comme cela l'est encore dans le Sud du pays ou dans les campagnes, les réseaux collectifs peuvent compenser le rôle des institutions de l'Etat, le mode de vie restant encore grandement fondé sur le primat du collectif et de l'entraide. D'autres régions du pays peuvent devenir le nid de la contestation chez les jeunes car leur offrant encore moins de possibilités de réalisation de leurs projets : l'Est apparaît de façon significative comme moins favorisé aux yeux des jeunes qui manifestent le plus leur insatisfaction.

CONCLUSION

Pour conclure, nous pouvons dire que le rapport des jeunes au politique en Algérie, vu sous l'angle de leurs représentations et de leurs pratiques semble être un choix intentionnel de mise à distance de la chose politique.

Cette mise à distance se traduit principalement par le rejet des institutions politiques classiques perçues comme corrompues et dictatoriales et ne laissant aucune place aux jeunes. Elle exprime un désir de moralisation et d'éthique des institutions politiques et d'exemplarité des hommes politiques, fortement absentes à l'heure actuelle, aux yeux des jeunes. Elle se traduit aussi par un désir de revendication et de contestation, qui, sans aller à l'éclosion de mouvements sociaux de l'ampleur de ceux apparus dans d'autres

pays méditerranéens ou arabes, se manifeste par des troubles et des soulèvements non moins violents, récurrents et répétitifs, dans les régions même du pays connues auparavant pour leur quiétude et leur sérénité sociale.

Ainsi, si la participation des jeunes algériens aux formes traditionnelles de la politique est réduite, leur vitalité politique a une propension à apparaître dans des démarches contestataires, qui leur paraissent les plus à propos pour traduire leur refus.

Bibliographie

- Addi L., 1999, « Les mutations de la société algérienne », Ed. La Découverte, Paris
- Amna E., 2010, « New forms of citizen participation : normative implication », Nomos, Baden Baden.
- Dubet F. « la galère : jeunes en survie », Fayard, 1987
- Fates Y., 1990, « Jeunesse, sport et politique » in Algérie : vers l'Etat islamique, Peuples méditerranéens, n° 52/53.
- Lakjaa A. ; 2008, « La jeunesse algérienne, entre valeurs communautaires et aspirations sociétales » *Algérie/France : Ville et marginalité chez les jeunes*, (Rouag A. et Cellier H, dir) L'Harmatan/Chiheb, Paris/Alger » pp. 45-60
- Muxel A., 1991, « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Annick Percheron, René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica,
- Muxel A., 1996, « Les jeunes français en attente de politique ? » Rapport de recherche, non publié, Barcelone.
- Muxel A., 2001, (a) « L'expérience politique des jeunes », Paris, Presse de Science Po,
- Muxel A., 2001, (b) « Socialisation en lien politique », dans T. Bloss, *la dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris PUF.
- Percheron A. 1993, « La socialisation politique », Paris, Ed. Armand Colin
- Rapport du PNUD, 2012, « Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral »
- Rapport du Programme Euromed, Jeunesse III, 2010
- Roudet B. (Eds.), « Les valeurs des jeunes : tendances en France depuis 20 ans ». (Vol. Chapitre 6). Paris : L'harmattan.
- Roudet B. « Liens à La politique Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », Jeunesse, *Etudes et Synthèses*, Décembre 2010 ; n°2

- Serres T., « La jeunesse algérienne en lutte. Du rôle politique conflictuel d'une catégorie sociale hétérogène », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 134, mis en ligne le 19 Décembre 2013, consulté le 01 Juillet 2014. URL : <http://remmm.revues.org/8401>.
- Tartakowsky D, 1997, « Les manifestations de rue en France : 1918-1968, » Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.